

AECKWVG
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

Fraternité-Justice-Travail

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

DÉCRET N° 2022 – 606 DU 02 NOVEMBRE 2022
portant attributions, organisation et fonctionnement du
Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
CHEF DE L'ÉTAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu** la loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin, telle que modifiée par la loi n° 2019-40 du 07 novembre 2019 ;
- vu** la loi n° 2015-18 du 1^{er} septembre 2017 portant statut général de la fonction publique, telle que modifiée et complétée par la loi n° 2017-43 du 02 juillet 2018 et la loi n° 2018-35 du 05 octobre 2018 ;
- vu** la loi n° 2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin ;
- vu** la loi n° 2021-14 du 20 décembre 2021 portant code de l'Administration territoriale de la République du Bénin ;
- vu** la décision portant proclamation, le 21 avril 2021 par la Cour constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 11 avril 2021 ;
- vu** le décret n° 2021-257 du 25 mai 2021 portant composition du Gouvernement ;
- vu** le décret n° 2021-401 du 28 juillet 2021 fixant la structure-type des ministères, tel que modifié par le décret n° 2022-476 du 03 août 2022 ;
- vu** le décret n° 2001-095 du 20 février 2001 portant création, attributions, organisation et fonctionnement des cellules environnementales en République du Bénin ;
- vu** le décret n° 2014-571 du 07 octobre 2014 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
- vu** le décret n° 2014-794 du 31 décembre 2014 portant nomenclature budgétaire de l'Etat ;
- vu** le décret n° 2015-035 du 29 janvier 2015 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques en république du Bénin ;
- vu** le décret n° 2018-396 du 29 août 2018 portant réorganisation des organes de contrôle de l'ordre administratif en République du Bénin ;
- vu** le décret n° 2018-531 du 14 novembre 2018 portant organisation des instances de gouvernance des programmes et projets numériques en République du Bénin ;
- vu** le décret n° 2019-193 du 17 juillet 2019 fixant le cadre général de gestion des projets d'investissement public ;
- vu** le décret n° 2020-496 du 07 octobre 2020 portant procédure d'exécution budgétaire ;
- vu** le décret n° 2020-497 du 07 octobre 2020 portant attributions et modalités de nomination des responsables de Programmes ;

- vu** le décret n° 2020-595 du 23 décembre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics en République du Bénin ;
- vu** le décret n° 2020-596 du 23 décembre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Personne responsable des marchés publics et de la Commission d'Ouverture et d'Evaluation ;
- vu** le décret n° 2020-597 du 23 décembre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement des Cellules de contrôle des marchés publics en République du Bénin ;
- sur** proposition du Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance,
- le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 02 novembre 2022,

DÉCRÈTE

SECTION PREMIÈRE : GÉNÉRALITÉS

Article premier : Objet

Le présent décret fixe les attributions, l'organisation et le fonctionnement du Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance.

Article 2 : Principes

Le Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance est organisé et fonctionne suivant les principes et les dispositions communes à tous les ministères, précisés par le décret fixant la structure-type des ministères, tel que modifié, sous réserve des dispositions spécifiques du présent décret et des autres règlements y relatifs.

SECTION 2 : MISSION ET ATTRIBUTIONS

Article 3 : Mission et attributions du Ministère

Le Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance a pour mission de définir, d'impulser, de conduire, de coordonner la mise en œuvre, de suivre et d'évaluer la politique de l'État en matière de protection sociale et de l'enfant, de promotion de la famille et de la femme, de solidarité nationale et d'égalité des chances, de promotion de la microfinance et d'inclusion financière.

À ce titre, il est chargé :

▪ **en matière de promotion des affaires sociales :**

- de concevoir, de coordonner, de suivre la mise en œuvre et d'évaluer la politique nationale en matière de solidarité nationale, de protection sociale, d'inclusion des personnes en situation de handicap, de promotion de la femme et de protection des enfants et des personnes âgées, en relation avec le ministère en charge du Développement ;



- de contribuer à la conception et à la mise en œuvre des programmes de promotion de l'égalité, de l'équité et du genre, sur les plans éducatif, social, économique, culturel, politique et juridique, en relation avec le ministère en charge du Développement ;
 - de coordonner l'appui-conseil aux organismes et organisations non gouvernementales qui œuvrent en faveur de la famille, de l'enfant et de l'adolescent ;
 - de contribuer au développement d'activités concourant à la préservation de la cohésion familiale, à l'amélioration des conditions de vie des familles, à la réinsertion sociale des enfants en situation difficile, à la vie associative et à l'autonomisation de la femme ;
 - d'initier, en collaboration avec les structures compétentes des ministères concernés, les projets de textes législatifs et réglementaires sur la famille, la femme, l'enfant, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap puis de veiller à leur vulgarisation et à leur application effective ;
 - de contribuer à la gestion des secours, aides, actions de solidarité et opérations humanitaires aux communautés ;
 - d'organiser les actions de prise en charge psycho-sociale des personnes infectées et/ou affectées par les maladies infectieuses et les épidémies en collaboration avec le Ministère de la Santé ;
- **en matière de microfinance :**
- de concevoir, de vulgariser et de mettre en œuvre la stratégie nationale pour le développement de la microfinance ;
 - de participer à la conception, à la coordination et au suivi de la mise en œuvre de la stratégie nationale d'inclusion financière ;
 - de contribuer à la création et à l'amélioration continue d'un environnement favorable à l'émergence et au développement des systèmes financiers décentralisés en collaboration avec le ministère en charge des Finances ;
 - de fournir l'appui-conseil et la formation aux promoteurs d'institutions de microfinance, aux systèmes financiers décentralisés ;
 - d'appuyer toute démarche de développement de produits financiers innovants adaptés aux besoins des acteurs du secteur de la microfinance en collaboration avec le ministère en charge des Finances ;
 - d'assurer la représentation de l'État et de faire le plaidoyer au sein des organismes nationaux et internationaux ayant pour vocation la promotion et le développement de la microfinance en vue de lutter contre la pauvreté.



SECTION 3 : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Sous-section 1 : Cabinet du ministre

Article 4 : Composition du Cabinet du Ministre

Outre les personnes et services qui lui sont rattachés, tel que prévu par le décret fixant la structure-type des ministères, le ministre dispose d'un conseiller technique juridique et, selon les besoins, de quatre (04) autres conseillers techniques dont il définit les attributions.

Sous-section 2 : Directions techniques et départementales

Article 5 : Liste des directions techniques

En dehors des directions centrales prévues par le décret fixant la structure-type des ministères, le Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance dispose des directions techniques et des directions départementales ci-après, coordonnées par le Secrétaire général du Ministère :

- la Direction générale des affaires sociales ;
- la Direction générale de la microfinance ;
- les Directions départementales des affaires sociales et de la microfinance.

Article 6 : Direction générale des Affaires sociales

La Direction générale des Affaires sociales est chargée, en liaison avec les autres ministères :

- de concevoir, de suivre la mise en œuvre et d'évaluer les politiques sociales de l'enfant et de l'adolescent ;
- de contribuer à la promotion et à la préservation de la cohésion familiale et des dispositifs de protection de la famille ;
- de promouvoir l'égalité, l'équité et le genre sur les plans éducatif, social, culturel, économique, politique et juridique ;
- d'assurer l'inclusion, la réadaptation et la promotion des personnes en situation de handicap, de même que l'épanouissement des personnes âgées ;
- de participer à la supervision et au suivi des interventions des organismes et organisations non gouvernementales œuvrant dans l'action sociale, notamment dans les domaines de la famille, de la femme et du genre, de l'enfant, des personnes en situation de handicap et des personnes âgées ;
- de fournir l'appui-conseil aux organismes et organisations non gouvernementales œuvrant dans l'action sociale, notamment dans les

domaines de la famille, de la femme et du genre, de l'enfant, des personnes en situation de handicap et des personnes âgées ;

- de contribuer aux actions humanitaires et de solidarité au profit des populations, en particulier des couches vulnérables ;
- d'initier, de mettre en œuvre et d'évaluer les mécanismes et procédures standardisés de gestion des prestations relevant de ses domaines de compétence.

La Direction générale des Affaires sociales comprend trois (03) départements :

- le Département de la Famille, de l'Enfant et de l'Adolescent ;
- le Département de la Promotion de la Femme et du Genre ;
- le Département de l'Inclusion Sociale et de la Solidarité.

Article 7 : Direction générale de la Microfinance

La Direction générale de la Microfinance est l'organe chargé de la définition, du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre des politiques de l'État en matière de microfinance et d'inclusion financière.

À ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer, en collaboration avec les ministères concernés, la stratégie nationale de développement de la microfinance et d'assurer le suivi de la mise en œuvre ;
- de participer à la conception, à la coordination et au suivi de la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'inclusion financière, en collaboration avec les ministères concernés ;
- de promouvoir et d'appuyer le développement des systèmes financiers Décentralisés ainsi que des bonnes pratiques en matière de microfinance ;
- de promouvoir l'accessibilité des services financiers aux communautés à la base ;
- de contribuer à l'éducation financière des populations en vue d'accroître les avantages et de minimiser les risques inhérents à l'utilisation des services financiers en microfinance.

La Direction générale de la Microfinance comprend deux (02) départements :

- le Département de l'Inclusion et de l'Éducation Financières ;
- le Département de la Promotion de la Microfinance.

Article 8 : Directions départementales des Affaires sociales et de la Microfinance

Les directions départementales des Affaires sociales et de la Microfinance sont des démembrements territoriaux du Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance. Placées sous l'autorité du Secrétaire général du Ministère, les directions départementales sont chargées de la gestion des plans d'actions sectoriels, de l'assistance technique et de l'appui-conseil aux communes, dans les domaines de compétence du ministère, conformément aux lois sur la décentralisation.

Dans le département, le Directeur départemental participe à la conférence administrative départementale pour la mise en cohérence administrative des interventions de l'État dans le département.

Article 9 : Organisation et fonctionnement des directions techniques

Les attributions, l'organisation et le fonctionnement des départements composant les directions générales sont fixés par arrêté du ministre.

Sous-section 3 : Organismes sous tutelle

Article 10 : Liste des organismes sous tutelle

Les organismes sous tutelle du Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance sont :

- l'Agence nationale de Protection sociale ;
- l'Autorité centrale en matière d'Adoption internationale en République du Bénin ;
- le Centre de Perfectionnement des Assistants sociaux ;
- le Fonds national de la Microfinance ;
- l'Observatoire de la Famille, de la Femme et de l'Enfant.

La mission, les attributions, l'organisation et le fonctionnement des organismes sous-tutelle sont fixés par leurs statuts respectifs.

Sont par ailleurs placés sous la tutelle du ministère, suivant les dispositions qui les régissent, tous autres organismes.

SECTION 4 : DISPOSITIONS FINALES

Article 11 : Chargés d'application

Le Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance et le Ministre du Travail et de la Fonction Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

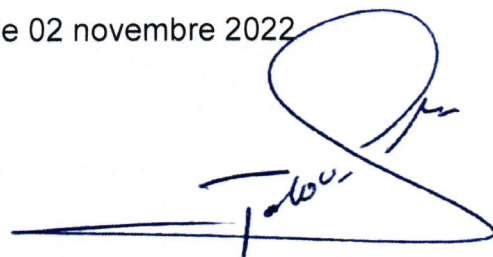
Article 12 : Date d'effet et abrogation

Le présent décret, qui prend effet pour compter de la date de sa signature, abroge les dispositions du décret n° 2021-572 du 03 novembre 2021 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance ainsi que toutes autres dispositions antérieures contraires.

Il sera publié au Journal officiel.

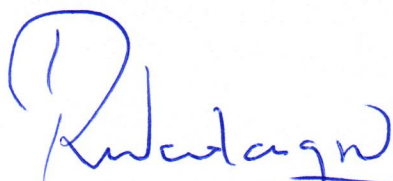
Fait à Cotonou, le 02 novembre 2022

Par le Président de la République,
Chef de l'État, Chef du Gouvernement,



Patrice TALON

Le Ministre de l'Économie
et des Finances,



Romuald WADAGNI
Ministre d'État

Le Ministre des Affaires Sociales
et de la Microfinance,



Véronique TOGNIFODE

Le Ministre du Travail
et de la Fonction Publique,



Adidjatou A. MATHYS

AMPLIATIONS : PR 6 – AN 4 – CC 2 – CS 2 – C.COM – 2 – CES 2 – HAAC 2 – HCJ 2 – MEF 2 – MTFP 2 – MASM 2 – AUTRES
MINISTÈRES 20 – SGG 4 – JORB 1.